

**Conférence du 4 novembre 2009, Saint-Laurent-du-Maroni**  
**Stéphanie Guyon, politiste, Université Paris 1, EHESS.**

## L'ÉMERGENCE D'UN ESPACE POLITIQUE INSTITUTIONNALISÉ À SAINT-LAURENT- DU-MARONI

**1949-1983**

Dans le cadre de ce soixantenaire de la création de la commune de Saint-Laurent-du-Maroni, nous proposons de percevoir l'évolution de la ville à travers celle de ses activités politiques<sup>1</sup>.

La mise en place d'institutions représentatives favorise souvent à ses débuts les notables et en effet, lorsque St-Laurent-du-Maroni devient une commune en 1949, son premier maire, Joseph Symphorien, est de fait un notable issu de la grande bourgeoisie d'origine antillaise et proche de l'Administration pénitentiaire avec qui il faisait du commerce. Durant les trois décennies qui suivent, de 1949 à fin des années 1970, nous étudierons l'émergence d'un espace politique local et la manière dont les notables cèdent peu à peu la place à un nouveau personnel politique, d'origine plus modeste. Avec l'entrée en politique d'acteurs d'origine sociale modeste, qui ne peuvent plus se reposer sur leur statut social pour être élu et doivent solliciter les suffrages, apparaissent de véritables activités politiques et s'affirment de nouvelles formes de mobilisation électorale.

Parce que les Créoles sont le seul groupe local à accéder au suffrage au début de la période, ils investissent les premiers les nouvelles institutions démocratiques. A partir de la fin des années 1970, des membres d'autres groupes (amérindiens et noirs-marrons) commencent à exercer le droit de vote.

---

<sup>1</sup> Cette analyse de la vie politique municipale dans les années 1950 et 1960 se fonde principalement sur des sources orales, ce qui présente des avantages (recueillir la parole des habitants de Saint-Laurent-du-Maroni et pas seulement le point de vue de l'administration) mais aussi des inconvénients (oubli, imprécision, reconstruction des souvenirs...).

## I D'une notabilité à l'autre : les évolutions de la commune

Les débuts de St-Laurent en tant que commune de plein exercice se caractérisent par une forte instabilité politique puisqu'il s'y tient quatre scrutins (1947 non reconnu, 1950 – Joseph Symphorien-, 1953 – Roland Horth, 1954 – René Long-) sanctionnant l'élection de quatre maires différents, puis on observe une relative stabilisation avec l'élection de René Long en 1954 qui demeure maire jusqu'en 1971.

Si ces élus appartenaient bien à des partis locaux ou nationaux, rien n'indique qu'ils les mobilisaient localement ni que les simples conseillers municipaux aient eu de telles appartenances partisans. Il ne semble pas en effet que les différents partis aient eu des sections locales à St-Laurent-du-Maroni. L'élection du Maire et des conseillers municipaux reposait principalement sur une légitimité notabiliaire comme le décrit ici Lucien Vochel, ancien sous-préfet de l'Inini :

On savait que M. Symphorien était un homme important dans la commune et les gens disaient « bon, on va voter Symphorien ». [...] On pensait que Symphorien qui était un bourgeois pouvait régler des problèmes. On s'adressait à lui comme cela, c'était un type sympathique, c'était un bon vivant<sup>2</sup>.

Dans une commune soumise à un important changement social, les fondements de la notabilité se transforment fortement au cours de la période. Les différents maires de la commune incarnent ainsi différentes configurations sociales de la commune et différents âges de la domination sociale.

### **A Le Saint-Laurent-du-Maroni des « grandes maisons »**

Après la seconde guerre mondiale, St-Laurent-du-Maroni est un bourg créole où le départ de l'administration pénitentiaire a laissé place à la domination sociale et économique des quelques grandes familles qui tiennent les « maisons », établissements de commerce qui alimentent la ville, les communes et placers<sup>3</sup> du Maroni en denrées alimentaires, biens de première nécessité et matériel de production. M. Royer, l'un des derniers représentants de ces « maisons » explique ainsi :

Les commerces ont joué un rôle clef dans la renaissance de la ville. Les grandes maisons comme TANON, GOUGIS, BARCAREL, GAMALAM et d'autres ont repris les choses en main. Les Sociétés Forestières ont pris la relève pour exploiter la forêt. La question des

---

<sup>2</sup> Entretien avec Lucien Vochel, Paris, *op. cit.*

<sup>3</sup> Les placers sont les sites d'extraction d'or.

transports était capitale. Le transport des marchandises se faisait par le fleuve grâce aux deux caboteurs et aux voiliers de la société TANON et aux voiliers brésiliens<sup>4</sup>.

Flore Lithaw qui travaillait comme vendeuse chez les Tanon décrit ainsi l'organisation de ce type de maison :

M. Tanon était le plus grand commerçant de la Guyane, les Tanon avaient un magasin, dans chaque commune du littoral, depuis Cayenne jusqu'à St-Laurent d'un côté et St Georges de l'autre. Ils étaient deux frères qui sont arrivés en Guyane, deux Békés<sup>5</sup> des Antillais. Deux frères sont venus, le plus grand travaillait à la maison Tanon de Cayenne et ici, c'était son frère cadet André Tanon et André Tanon avait la succursale Tanon de détail et la succursale quincaillerie. Il avait une station d'essence<sup>5</sup>.

La majorité de ces « maisons » appartiennent à des familles anciennement installées à St-Laurent-du-Maroni mais d'origine antillaise comme les Tanon qui sont békés, les Symphorien et les Barcarel. La distance sociale entre ces notables et le reste de la population créole de St-Laurent dont beaucoup sont issus des milieux populaires antillais et ont migré en Guyane pour travailler sur les placers d'or est forte. Les membres de ces grandes familles commerçantes de St-Laurent-du-Maroni fréquentent le cercle municipal, se reçoivent entre eux, ont des pratiques sportives distinctives comme le tennis. M. Saint Omer, un ancien conducteur de travaux dans une scierie de St-Laurent-du-Maroni décrit ainsi la société saint-laurentaise :

Il y avait la caste des commerçants riches, les Symphorien, Barcarel, Grenadin, Royer, Les Ho Ten You. Ils recevaient, mais de manière très choisie, entre eux<sup>6</sup>.

Flore Lithaw raconte aussi :

Là où j'habitais dans la rue Thiers, il y avait M. Tanon où je travaillais, il y avait un joli terrain de tennis mais ce n'était que des gens de classe, des docteurs, des directeurs... Tandis que le volley, le football, c'est tout le monde<sup>7</sup>.

L'appartenance de classe recoupe en partie la couleur de la peau. Flore Lithaw explique encore :

Les Gougis, c'était une grande famille, mais c'était un mélange, la maison Orsini, c'était un mélange, la maison Barcarel, c'était un mélange, originaire des Antilles<sup>8</sup>.

La corrélation entre appartenance à la bourgeoisie créole et clarté de la peau qui est très présente aux Antilles et héritée des hiérarchies sociales issues de l'ordre esclavagiste a sans doute en partie été importée à St-Laurent-du-Maroni par les migrations antillaises. Le premier maire est un représentant de ces grandes familles :

---

<sup>4</sup> C. Mistral, « M. Edouard Royer, témoin privilégié du siècle à St Laurent », Mardi 07 Juin 2005, <http://www.97320.com>.

<sup>5</sup> Entretien n°1 avec Flore Lithaw, St-Laurent-du-Maroni, mars 2003.

<sup>6</sup> Entretien avec M. St Omer, Matoury, décembre 2005.

<sup>7</sup> Entretien n° 1 avec Flore Lithaw, *op. cit.*

<sup>8</sup> Entretien n° 1 avec Flore Lithaw, *op. cit.*

Joseph Symphorien est créole d'origine antillaise, il est né le 7 octobre 1889 au Marin en Martinique et passe son enfance en Guyane où son père était commerçant<sup>9</sup>. D'abord scolarisé à Cayenne, il poursuit ses études secondaires puis supérieures en droit à Bordeaux puis à Paris. A leur issue, il est nommé administrateur des colonies et entame une carrière administrative dans l'Oubangui-Chari aux côtés de Félix Eboué<sup>10</sup> avec qui il a collaboré de 1913 à 1920. Revenu à Bordeaux, il fonde une maison d'import export, puis appelé par son frère aîné, il rejoint la Guyane en 1935 pour diriger les établissements Symphorien à St-Laurent-du-Maroni. Sur place, il crée une distillerie mécanique de rhum, installe une rizerie et s'occupe de la plantation de cannes. Il est élu conseiller général de Mana-Maroni en 1939 (sous l'étiquette radical-socialiste) et membre de la commission municipale de St-Laurent-du-Maroni. Pendant la guerre, Joseph Symphorien et son frère aîné s'engagent auprès du Général de Gaulle. Après guerre, Joseph Symphorien est réélu conseiller général et est élu maire de St-Laurent-du-Maroni (sous l'étiquette RPF) le 12 février 1950, à l'âge de 60 ans.

### **B Les effets de la départementalisation : une nouvelle notabilité capacitaire et bureaucratique.**

Rapidement, la bourgeoisie possédante à laquelle appartenait Symphorien cède la place à de nouveaux notables, dont le diplôme et le prestige professionnel plus que le patrimoine construisent la position d'autorité : la bourgeoisie capacitaire. C'est le cas de Roland Horth puis de René Long, mais aussi de Raymond Tarcy.

#### *De Roland Horth, à René Long et Raymond Tarcy*

Roland Horth, élu conseiller général en 1952 et maire en 1953, est créole mais d'origine plus populaire que J. Symphorien. Il est le fils d'un couple d'instituteurs, Joséphine et Auguste Horth. Après avoir effectué des études de médecine en métropole, Roland Horth s'installe comme médecin libéral, dans l'ouest<sup>11</sup>. Produit de l'ascension sociale par l'école, Roland Horth n'appartient pas à une grande famille de notables comme Symphorien, mais, son statut de médecin libéral lui confère néanmoins un statut de notable.

Par son origine familiale, René Long, maire de 1954 à 1971, appartient plutôt à la petite bourgeoisie commerçante, mais sa trajectoire professionnelle et sociale en fait

---

<sup>9</sup> « Portrait de Joseph Symphorien », *Parallèle* 5, 6, Août 1950, p. 2.

<sup>10</sup> Félix Eboué (1884, Cayenne- 1944, Le Caire) était administrateur colonial. Nommé en 1910, il a d'abord exercé en Afrique équatoriale française, à Madagascar puis en Oubangui. Il continue néanmoins pendant toute sa carrière à séjourner en Guyane où il se marie en 1921. En 1936, il devient le premier gouverneur noir et est nommé en Guadeloupe.

<sup>11</sup> Les données d'archives ne permettent pas de le savoir précisément.

également un membre de cette bourgeoisie capacitaire. Ses parents d'origine chinoise dirigeaient un établissement de commerce à Cayenne, plus modeste que celui des Symphorien, avant de s'installer à St-Laurent-du-Maroni où leur fils naît en 1918. Après l'obtention du baccalauréat, René Long a commencé une carrière professionnelle dans le privé mais est entré rapidement dans la fonction publique hospitalière et a dirigé l'Hôpital André Bouron.

Raymond Tarcy, d'origine sociale encore plus modeste (son père fut d'abord mécanicien de vélo avant d'être employé comme maçon à la sous-préfecture) incarne le modèle de réussite méritocratique par l'école. Il intègre le lycée de Cayenne en 1952 où il obtient son baccalauréat quelques années plus tard. C'est d'ailleurs au lycée que sous l'influence d'un professeur, il entre au Parti Socialiste Guyanais (PSG). Il poursuit ensuite ses études à l'école normale d'instituteurs en métropole et revient à St-Laurent-du-Maroni en 1962 après son service militaire. Il y exerce d'abord comme instituteur et devient rapidement directeur de l'école. Mais bien qu'il soit d'origine populaire, la direction de l'unique groupe scolaire de la commune octroie à Raymond Tarcy à la fin des années 1960 un statut social valorisé.

Dans la société créole de l'après départementalisation, le prestige des fonctions administratives demeure fort. De plus, l'occupation de ces fonctions administratives va de pair avec la détention de diplômes d'autant plus prestigieux que les diplômés sont rares à St-Laurent-du-Maroni, et avec la maîtrise d'un français lettré également signe de distinction.

### *Une transition négociée*

Bien qu'il soit d'origine populaire, l'élection de Raymond Tarcy à la tête de la mairie en 1971 n'est qu'une rupture relative avec l'ancienne configuration municipale car sa candidature a été approuvée et appuyée par certains notables issus des grandes familles de la commune, comme le raconte l'un de ses anciens colistiers :

M. Tarcy avant les élections demandait à M. Fournier, à M. Endelmont [*un autre commerçant de la commune*], s'il pouvait se présenter, s'il avait leur accord pour présenter sa liste, je l'ai vu avec le père Endelmont. Je connaissais très bien le père Endelmont et je sais qu'il lui demandait. Il fallait la bénédiction de ces familles là pour présenter une liste, il ne faisait pas directement de politique, mais à certaine réunion, il venait. Je me souviens, en 1971, toute l'équipe [*de Raymond Tarcy*] est venue dans ma nouvelle maison, je venais de m'installer, toute l'équipe est venue avec Fournier et Endelmont, c'était des notables que l'on respectait<sup>12</sup>.

<sup>12</sup>

Entretien avec Joël Amirault, Richelieu, avril 2008.

Ce qu'incarne finalement Raymond Tarcy, c'est la transition négociée et maîtrisée par l'ancienne élite issue de la bourgeoisie commerçante à une nouvelle élite dont l'ascension sociale est récente et se fonde sur l'acquisition de position de pouvoir au sein de la fonction publique d'Etat. La transmission du pouvoir politique d'une aristocratie créole d'origine antillaise à la classe moyenne créole guyanaise en ascension sociale traduit dans la sphère politique les bouleversements sociaux et économiques consécutifs à la départementalisation et au remplacement progressif de l'économie coloniale et de ses élites industrielles et commerçantes par une économie de transfert et ses élites bureaucratiques. Les possibilités d'ascension sociale offertes aux enfants des classes populaires créoles par la démocratisation scolaire puis par l'accès aux emplois publics favorisent l'émergence d'une nouvelle élite créole.

### **C Les mobilisations électorales à Saint-Laurent-du-Maroni : le rôle des femmes**

Jusqu'à l'élection de Raymond Tarcy, il n'existe pas d'activités spécifiquement politiques. Dans les années 1960, les activités de mobilisation politique sont relativement imbriquées dans les activités sociales traditionnelles de la société créole saint-laurentaise. Or, cette indifférenciation entre espace privé et espace politique favorise le rôle des femmes. Ainsi en dehors des conférences sur la place du marché où s'exprimaient le maire et éventuellement les leaders des partis guyanais en visite à St-Laurent-du-Maroni, l'essentiel des activités de mobilisation électorale étaient réalisées par les femmes qui passaient de maison en maison pour faire la « propagande » pour leur candidat. Raymonde Long, veuve de René Long ou Flore Lithaw ne citent quasiment que des femmes à quelques exceptions près :

Il y avait des gens qui faisaient sa propagande, comme Mélanie Gontrand, Mme Joseph, Flore Lithaw. Elles ne parlaient pas en conférence, mais elles s'occupaient des rendez-vous, quand le député, M. Rivierez<sup>13</sup> venait, elles organisaient pour recevoir à la mairie<sup>14</sup>.

Je soutenais M. Long, on était un comité qui soutenait la politique de M. Long. Nous étions plusieurs, il y en a plusieurs qui sont décédés. Il y avait Melle Panella, Mme Gontrand, la mère, il y avait des hommes aussi, par exemple Monsieur St Yves, sa mère, ses sœurs. On était tous du pays même. Quand il se déplaçait, quand il faisait des conférences, quand il recevait, on était à côté de lui<sup>15</sup>.

Ces femmes sont souvent également activement engagées dans la paroisse (activités de charité, catéchèse, visites aux personnes âgées, chorale). Cet engagement politique ne se

---

<sup>13</sup> Hector Rivierez, administrateur colonial guyanais, ancien sénateur UNR de l'Oubangui Chari de 1952 à 1959 revient en Guyane en 1967. Il ravit alors le siège de député de Léopold Heder sous l'étiquette UDR.

<sup>14</sup> Entretien téléphonique avec Raymonde Long, janvier 2009.

<sup>15</sup> Entretien n°2 avec Flore Lithaw, St-Laurent-du-Maroni, septembre 2004.

traduit néanmoins pas par une prise de responsabilité publique de ces militantes. Elles se décrivent en retrait des hommes dans un rôle d'assistance aux activités publiques masculines, elles-mêmes, ne prennent jamais la parole en publique.

## **II LA POLITISATION DE LA COMMUNE : 1971-1983**

On a vu que de Joseph Symphorien à Roland Horth, René Long puis Raymond Tarcy, bien que l'évolution ne soit pas linéaire, l'origine sociale des maires de St-Laurent-du-Maroni est de plus en plus modeste et les ressources dont ils peuvent se prévaloir pour entrer en politique sont de moins en moins fondées sur un patrimoine familial mais de plus en plus sur l'occupation d'un poste d'encadrement dans l'administration d'Etat. Or le déclin des grandes familles commerçantes et l'entrée en politique de la classe moyenne créole vont de pair avec la politisation de la commune, l'importation des partis politiques et l'appropriation de nouvelles manières de faire de la politique.

### **A L'importation de la polarisation entre départementalistes et autonomistes à St-Laurent-du-Maroni :**

Par rapport à la métropole où les mairies, surtout en milieu rural, se politisent tardivement<sup>16</sup>, la politisation de la commune de St-Laurent-du-Maroni au cours des années 1970 intervient assez rapidement après sa création.

C'est pendant la mandature de Raymond Tarcy, qu'on assiste à l'importation depuis Cayenne de la polarisation entre départementalistes et autonomistes à St-Laurent-du-Maroni. En 1971, Raymond Tarcy a été élu maire sans faire valoir son appartenance au PSG puisqu'il considérait que l'investiture du Parti Socialiste Guyanais lui aurait été défavorable. En revanche, dans l'enceinte du Conseil Général, il siège avec le PSG. Or au début des années 1970, à l'initiative de Léopold Heder, le PSG affirme ses positions autonomistes en particulier en 1972 avec le vote par le conseil général, d'une « proposition de loi relative à l'organisation de la Guyane », signée par dix conseillers généraux, PSG ou apparentés, dont Raymond

---

<sup>16</sup> La comparaison de la vie politique locale de la Ve République par rapport à celle de la IIIe et IVe République démontre un abaissement du seuil démographique à partir duquel les candidats sont soutenus par un parti et où l'affrontement partisan structure la vie politique municipale, même si la politisation des mairies demeurent plus fortes en milieu urbain qu'en milieu rural. LE BART Christian, *Les maires. Sociologie d'un rôle*, Septentrion, 2003, 222 p, p. 137.

Tarcy. Cette proposition de loi qui entend fonder un « territoire autonome guyanais » suscite d'après débats au sein du Conseil et une vive opposition des départementalistes. Le PSG détenant la majorité au sein de l'assemblée départementale, elle est finalement adoptée le 8 mai 1972. Ceci provoque une forte mobilisation à droite, dans le camp départementaliste. Un nouveau parti, le Rassemblement pour la Défense de la Guyane (RDG) créé le 20 mars 1972 par Guy Brachet<sup>17</sup>, homme politique guyanais départementaliste, proche de l'ex maire de Cayenne, Roland Barrat, prête ainsi main forte à l'UDR animé par le député Hector Rivierez.

L'UDR et le RDG développent alors une intense activité de mobilisation sur la question du statut institutionnel de la Guyane. Leurs leaders organisent des conférences à Cayenne et dans les autres communes de Guyane, font une pétition et manifeste à Cayenne le 1<sup>er</sup> Juin 1972... C'est par l'entremise de ce petit parti que le conflit entre départementalistes et autonomistes est importé à St-Laurent-du-Maroni. La commune voit se multiplier les initiatives des départementalistes dès mai 1972. Une première conférence a lieu sur la place du marché le 14 mai. Un registre de pétition « pour que la Guyane demeure française » est placé dans plusieurs commerces de la commune<sup>18</sup>.

Les leaders cayennais du RDG développent à St-Laurent-du-Maroni leur argumentaire et trouvent localement des relais efficaces : les femmes de l'ancien comité de soutien de René Long se remobilisent et leur prêtent main forte tandis que Roger Dufaix, un ancien bagnard s'engage également à leur côté et devient le responsable de la section locale. Il rédige en particulier de très nombreux tracts tout au long des années 1970, consacrés à la défense de la Guyane française et à la critique de la majorité municipale.

En l'absence de René Long, leur ancien leader parti en métropole, la politisation des débats locaux constitue la principale ressource des détracteurs du maire qui sont pour la plupart issus des classes moyennes créoles. A Saint-Laurent-du-Maroni, inversement à ce qui se passe en métropole au même moment, ce sont donc les militants de droite qui politisent la scène locale. Ainsi quelques semaines après la première conférence du RDG à Saint-Laurent-du-Maroni, le 24 juin, un tract appelant la population à manifester est diffusé par les membres locaux du RDG à l'occasion de la visite du préfet à St-Laurent-du-Maroni<sup>19</sup>. De nouvelles conférences du RDG sont organisées à St-Laurent-du-Maroni en juillet et en août et rassemblent un public relativement nombreux : 150 personnes. Lors des premières

---

<sup>17</sup> Nous n'avons pas trouvé d'éléments biographiques sur Guy Brachet.

<sup>18</sup> Cette pétition sera communiquée en juin à la Présidence de la République. Archives préfectorales de Guyane.

<sup>19</sup> « Le préfet de Guyane fera sa visite officielle à St-Laurent-du-Maroni le 24 juin 1972 et sera reçu à la mairie à 18h. Nous vous demandons de vous rendre nombreux devant la mairie pour manifester à Monsieur le Préfet l'attachement des Saint Laurentais à la Nation française. ». Archive privée.

conférences, ce sont les leaders cayennais du RDG qui constituent les principaux orateurs, avant que les personnalités locales prennent la parole dans les conférences qui suivent.

A partir du moment où des membres de la section locale du RDG prennent la parole lors de ces conférences, la polarisation entre départementalistes et autonomistes s'inscrit véritablement dans la réalité locale. Attaqué sur son soutien au nouveau projet de statut d'inspiration autonomiste porté par L. Heder, le maire est contraint de défendre à St-Laurent la position autonomiste qu'il n'avait pas jusque là endossé localement. Raymond Tarcy s'organise localement pour répondre à ses détracteurs. Il édite un journal, *La voie du peuple*, organise des conférences du PSG sur la place du marché.

## **B L'institutionnalisation des camps et la spécialisation des activités politiques**

L'entrée en politique d'acteurs d'origine sociale modeste se traduit par la mobilisation de ressources partisans et l'appropriation locale de la polarisation entre départementaliste et autonomiste. Celles-ci vont de pair avec le déploiement d'une véritable activité de sollicitation des suffrages. La droite qui se trouve dans l'opposition développe d'abord un ensemble de dispositifs pour mailler le territoire de la commune et mobiliser les électeurs. Les partisans de Raymond Tarcy ne tardent pas à les imiter.

La droite s'est institutionnalisée à St-Laurent-du-Maroni avec la création d'une véritable section du RDG et du RPR, qui mènent des activités régulières en vue de reprendre le pouvoir municipal, comme le raconte ici Flore Lithaw :

Oui dès que M. Tarcy a pris la mairie, il était gauche, de gauche, on a commencé à travailler. On n'a pas attendu, dès que M. Long a été battu.

S.G : Qu'est-ce que vous avez commencé à faire ?

A voir tous nos anciens, tous ceux qui avaient viré de bord parce qu'à un moment, vous fléchissez et quand votre groupe vous dit « il faut remonter », vous n'écoutez pas et bien, voilà ce qui vous arrive. On a fait des meetings dans différents quartiers, on avait des maisons qui nous recevaient, on parlait avec les jeunes et tout mais le parti socialiste à l'époque, c'était des 'doco'[*costauds, forts*], comme on dit chez nous<sup>20</sup>.

Les leaders locaux de la droite développent des techniques pour mobiliser et fidéliser les électeurs, activités spécifiques de sollicitations des suffrages qui n'existaient pas auparavant. Mme Lithaw raconte par exemple qu'elle « travaille » la liste électorale dont Maude Rullier, secrétaire départementale du RPR, dit qu'elle était devenu son « livre de chevet »<sup>21</sup>. Comme

<sup>20</sup> Entretien avec Flore Lithaw, *op. cit.*

<sup>21</sup> Entretien avec Maud Rullier, Cayenne, juin 2005.

le raconte Flore Lithaw, les activités politiques ne sont plus circonscrites à la place du marché au centre ville de la commune mais s'étendent aux quartiers périphériques :

Et comme je vous ai dit, on faisait des meetings dans les quatre coins de St-Laurent et c'était la bonne époque parce qu'à cette époque, on pouvait afficher... Quand on affichait, ils passaient et ils arrachaient, alors on recommençait, on réaffichait<sup>22</sup>.

En une décennie, ils se développent donc toute une gamme de techniques (réunions, collages, débats publics) de sollicitation et de savoir-faire pour appréhender les scrutins. Maude Rullier et Flore Lithaw, même si elles sont bénévoles, attestent de la professionnalisation de la politique au sens où elles mettent en œuvre, on le voit ici des savoir-faire très professionnels.

Outre l'apparition de nouvelles techniques de mobilisation, cette fois spécifiquement politiques, on est encore une fois frappé par la place centrale des femmes dans ce processus. Les femmes ne sont plus ici cantonnées à la mobilisation dans la sphère familiale, elles participent pleinement à la formation de l'espace politique local en organisant et en accomplissant ces nouvelles tâches politiques. La participation de Mme Lithaw au collage qui parce qu'elle est éminemment publique, visible et agonistique – « ils passaient et ils arrachaient », est ailleurs plutôt une tâche masculine atteste de la légitimité des femmes dans l'espace public.

Par ailleurs, les activités politiques locales de la droite sont de plus en plus intégrés à l'espace régional, comme l'atteste le rôle de Maude Rullier, secrétaire départementale. Cette intégration est, grandement facilitée par le développement des transports puisque l'achèvement de la route du littoral met St-Laurent-du-Maroni à quelques heures seulement de Cayenne. L'intégration politique est aussi une affaire d'intégration matérielle

De la même manière, on assiste à l'institutionnalisation du PSG à Saint-Laurent-du-Maroni et à sa plus forte insertion régionale : création de la section PSG au début du 2ème mandat de R. Tarcy (Les principaux animateurs en sont Raymond Tarcy et Oscar Mangatalle,) le boucher de la commune et intervention fréquente de l'état major du PSG à St-Laurent-du-Maroni. Comme à droite, on assiste à gauche à l'émergence d'un ensemble d'activités de sollicitation des suffrages relativement spécialisées et institutionnalisées ; pour autant le militantisme au PSG ne s'autonomise pas complètement de l'ordre social: il reste ancré dans les cadres sociaux traditionnels des classes populaires créoles. En particulier, les groupes familiaux continuent à jouer un rôle prépondérant : on parle désormais des «familles PSG » ou des « maisons PSG »<sup>23</sup> comme on parle de « maisons gaullistes ». Les réseaux familiaux

---

<sup>22</sup> *Idem.*

<sup>23</sup> L'expression est courante, elle est par exemple employée par Cécile Placide, Raymond Tarcy ainsi que par des militants de droite.

sont ainsi omniprésents dans les techniques de mobilisation électorale employés par le PSG (porte-à-porte et liste de connaissances à appeler en fonction du réseau amical et familial de chacun), comme le raconte ici Raymond Tarcy :

C'était surtout des rencontres dans les familles. Avec une ou deux personnes, le dimanche matin, on partait, on disait : « Bon, on va chez untel et untel aujourd'hui ». On prévient, on prévient hein, on dit : « bon, on passera, on passera vers neuf heures, on passera à dix heures chez untel, on passera à midi. » On voyait les familles. Un peu partout, même dans les coins les plus retirés. Une fois qu'on les avait rencontrées en ville, on leur disait nous serons chez vous à telle heure.

S. : Et alors du coup, quand vous dites la famille, j'imagine que c'était la famille élargie ?

Oui, oui, oui. On leur disait : « bon, réunissez les parents, hein, on sera là pour vous entendre hein. » [...] C'est une bonne méthode, c'est une bonne méthode.<sup>24</sup>

La sociabilité partisane est également ancrée dans une sociabilité créole plus festive et laïque tels que les groupes de danse du carnaval ou les repas créoles dont se souvient Cécile Placide :

Le samedi, le mercredi, on faisait des réunions, des meetings, on faisait la soupe, le punch, c'était bien, beaucoup sont morts maintenant. [...] J'ai eu un groupe folklorique, un groupe de danse traditionnel, danse antillaise créole<sup>25</sup>.

Les conférences du marché elles-mêmes, bien que le français en demeure la langue quasi exclusive sont l'occasion de blagues, « vannes », voire de farces comme le raconte toujours Cécile Placide :

C'était surtout les femmes en fait qui manifestaient pendant les conférences, elles faisaient le chahut, il fallait faire du bruit pour se faire voir, c'était rigolo, c'était pour démentir la conférence adverse. C'était un jeu, on s'envoyait des piques, maintenant, les gens sont des ennemis politiques, là on s'amusait. J'ai vu des trucs au marché, comme un monsieur monter sur une table pour parler et des gens tirer la table sous lui, des choses comme ça<sup>26</sup>.

La section locale du PSG met toutefois progressivement en place des techniques de mobilisation qui dépassent le cadre familial et des sociabilités locales. Concurrençant la droite et les réseaux du patronage, les dirigeants locaux du PSG organisent des comités d'entraide dans la commune :

D'ailleurs qu'est-ce qui a fait la force du PSG à l'époque ? C'est ces rencontres dans les familles, c'est ces rencontres dans les familles et puis cette mise en place de comités. A l'époque, il y avait des comités qui s'occupaient des personnes âgées, des personnes malades. Quand vous étiez malade à l'hôpital, il y avait toujours des personnes du PSG qui venaient vous voir, qui vous rendaient service. Cela a disparu<sup>27</sup>.

---

<sup>24</sup> Entretien avec Raymond Tarcy, *op. cit.*

<sup>25</sup> Entretien avec Cécile Placide, *op. cit.*

<sup>26</sup> *Idem.*

<sup>27</sup> *Idem.*

A droite, comme à gauche, la relative institutionnalisation des camps va de pair avec l'entrée en politique des classes populaires créoles. C'est pourquoi les techniques de mobilisation sont fortement ancrées dans les réseaux sociaux locaux, familiaux, religieux de ce groupe social.

### **III L'EXTENSION DU SUFFRAGE AUX AMÉRINDIENS**

L'intensification de la compétition politique à St Laurent-du-Maroni favorise l'inclusion des populations amérindiennes dans l'espace politique dans la mesure où les militants des deux camps viennent désormais solliciter leurs suffrages en s'appuyant sur des relais déjà existants dans ces villages. Cette opération s'est effectuée grâce à un certain nombre de médiateurs le plus souvent extérieurs à l'Etat et aux partis, mais par des institutions plus prégnantes et signifiantes dans la socialité des individus.

#### **A La médiation du clergé**

A St Laurent-du-Maroni par exemple, les premières inscriptions des Amérindiens sur les listes électorales et leur participation aux élections, même si elle est difficile à dater précisément, semblent avoir commencé lors de la défaite de René Long [1971] et de l'apparition de la concurrence nouvelle entre départementalistes et autonomistes. Ce sont pourtant des actrices extérieures à la scène politique local mais pas aux enjeux qu'elle recouvre qui, les premières, favorisent l'inscription des Amérindiens sur les listes.

Les sœurs franciscaines installées à St Laurent-du-Maroni ont contribué à la politisation des Amérindiens dont elles scolarisaient les filles. Dans leur activité d'assistance, elles ont tout d'abord joué un rôle d'intermédiaire pour inscrire certaines familles à l'état-civil et ainsi leur permettre de voter. C'est ce que raconte, une habitante de Balaté, née en 1951 et scolarisée à l'internat chez les soeurs :

Avant il y avait les sœurs qui s'occupaient des Amérindiens, quand tu ne connais pas quelque chose, que tu as un papier à remplir, les sœurs t'aident et c'est une de ses sœurs, sœur Anne-Marie qui m'avait dit : « Mais pourquoi vous ne votez pas ? C'est un devoir de citoyen de voter ». On dirait que nous comme Indien, on a honte d'aller voter, on avait peur de ces choses là. A ce moment là, personne ne votait. C'est après qu'ils ont commencé. C'est les sœurs qui ont insisté, elles ont dit : « On va aller t'inscrire à la mairie » et elles sont venues avec moi parce qu'elles emmenaient, Sœur Anne-Marie. A ce moment-là, personne ne votait<sup>28</sup>.

<sup>28</sup>

Entretien, village Balaté, mars 2008.

Ce rôle des religieuses dans l'inscription sur les listes électorales n'est pas spécifique à la Guyane, le bas clergé, a aussi joué un rôle dans la mobilisation électorale en métropole au début du XXe siècle à travers l'inculcation d'une continuité entre devoir de chrétien et devoir de citoyen. La République ayant dans son entreprise coloniale favorisé les congrégations religieuses, leur rôle a pu perdurer plus longtemps, y compris après le moment colonial, dans les anciennes colonies qu'en métropole. Dans une autre collectivité d'outre-mer française, la Nouvelle-Calédonie, les missions catholiques et protestantes ont ainsi encadré le vote des anciens indigènes mélanésiens devenus citoyens en 1946. Cependant à la différence de la Calédonie où au moment où les Kanaks commencent à voter une élite indigène religieuse (pasteur, diacre) encadrent et disciplinent les votes au plus près des réseaux sociaux locaux. En Guyane, il n'existe pas de responsables religieux indigènes. Ce sont donc les religieuses ou les religieux eux-mêmes qui orientent le plus souvent le vote des Amérindiens. De nombreux témoignages attestent du rôle du clergé catholique dans la socialisation politique des Amérindiens jusque dans les années 1970 :

Il y avait les prêtres là-bas [A Albina]. C'était au Surinam, à l'internat avec les prêtres, depuis petit jusqu'à grand. On partait début octobre jusqu'à fin août. Un an à l'internat. On n'avait pas le droit de rentrer chez nous. Ce qui fait que la plupart des gens de mon âge de Terre Rouge était à Albina [...] Tu es catholique, tu votes à droite, droite égale catholique. Mon père et le curé aussi disait qu'il faut voter à droite parce que les autres, c'est des socialistes [...] <sup>29</sup>.

Néanmoins, les membres du clergé qui aidaient les Amérindiens dans leur démarche administrative ne leur donnaient pas systématiquement d'orientation de vote. Par exemple une habitante de Balaté, ancienne élève de l'internat franciscain, se souvient que la sœur qui l'a incitée à voter lui a simplement conseillé d'écouter les « deux partis » et de « choisir ».

## **B) La médiation des bénévoles catholiques**

Les congrégations religieuses encadrent depuis longtemps, les populations amérindiennes de Guyane et depuis la fin du XIXème Siècle, les Amérindiens ont aussi adopté des pratiques de rapprochement ou compérage<sup>30</sup> avec certaines familles créoles, par exemple en se baptisant ou en faisant baptiser leurs enfants et en prenant les membres de ces familles créoles pour parrain et marraine.

Outre le personnel ecclésiastique, les femmes engagées dans les actions caritatives paroissiales et parallèlement dans les organisations politiques (comité de soutien à René Long,

---

<sup>29</sup> Entretien, village Terre-Rouge, mars 2004.

<sup>30</sup> COLLOMB Gérard, « Chroniques interculturelles en Guyane. Un point de vue Kali'na », In Gérard Collomb, Marie-José Jolivet, *Histoires, identités et logiques ethniques*, éditions du CTHS, 2008, p. 45-75.

puis RDG puis RPR) ont joué un rôle central dans l'affiliation politique des Indiens. Ces femmes créoles engagées dans la paroisse, faisaient la charité aux familles, fournissaient des vêtements, de l'aide en cas de difficultés... et elles expliquaient aux Indiens non seulement pour qui voter mais aussi comment voter. Il fallait en effet d'abord leur apprendre à accomplir correctement les gestes du vote :

Parmi eux, il y a ceux qui sont analphabètes, ils ne savent pas lire. Quand on leur apporte les bulletins, il faut leur expliquer, il faut leur dire de mettre dans leur porte-monnaie ou bien dans leur chemise bien pliée, quand ils arrivent, ils ne prennent que cette enveloppe pour ne pas nous tromper. Il y a toute une préparation.<sup>31</sup>

Au-delà de l'affiliation politique partisane et de la technologie du vote, ce sont souvent ces femmes qui organisent le transport de ces électeurs vers le bureau de vote qui se trouve au centre ville de St Laurent.

Il y avait une voiture qui venait nous chercher et on allait à cinq, six comme ça, on disait : « votez pour telle, telle personne » et on y allait. Les gens des partis viennent vous chercher ou bien ils donnent un bon d'essence, ils vont de partout dans tous les villages pour aller chercher les gens pour aller voter. Après quand on a fini, on va prendre un petit casse-croûte, du pain avec quelque chose dedans. [...] pour mon papa qui ne sait pas lire, le responsable donne l'enveloppe et il le plie bien et mettent dans leur poche et donc ils vont, ils prennent tout et quand ils vont à l'intérieur, ils jettent tout et ils mettent celle qui est dans leur poche, c'était comme ça. Mais pour nous, ce n'était pas difficile<sup>32</sup>.

En dépit de leur régularité et de leur efficacité, l'église et ses relais ne sont pas les seuls entrepreneurs de politisation. D'autres acteurs comme des patrons métropolitains ou créoles, ont été susceptibles de jouer ce rôle dès lors qu'ils entretenaient des relations avec certaines familles amérindiennes ou noirs-marrons, par exemple des relations d'employeur à employés dans le cadre d'une entreprise ou de relations de domesticité. Différents types d'agents ont donc encouragé l'entrée des Amérindiens dans le jeu électoral. Néanmoins, les réseaux gaullistes catholiques semblent avoir eu l'activité de sollicitation la plus systématique à St Laurent-du-Maroni<sup>33</sup>. Ils ont bénéficié pour cela de liens déjà existants entre le clergé et les villages, en ce qui concerne les Amérindiens. Le PSG a lui principalement eu des activités de mobilisation dans le village de Paddock qui est le plus proche du centre-ville et lors de la campagne électorale de 1977 s'y sont tenues les premières réunions du PSG dans un village. C'est dans ce contexte que sont élus les premiers Amérindiens et Noirs-marrons au conseil municipal : une femme originaire de Paddock et un Noirs-marrons engagés dans le syndicat UTG intègrent ainsi la majorité municipale en 1977.

---

<sup>31</sup> Entretien n°1 avec Flore Lithaw, *op.cit.*

<sup>32</sup> Entretien, Village Balaté, mars 2008.

<sup>33</sup> De telles relations de patronage ont existé dans d'autres communes entre certains leaders du PSG et des familles amérindiennes.